

Initiatives ministérielles

L'un des défauts des comités qui se déplacent, c'est que nous ne recueillons pas toujours l'opinion des Canadiens ordinaires.

• (1620)

Cela ne s'applique pas au seul Comité des finances, mais à tous les autres. C'est un problème particulier à tous les gouvernements: être vraiment à l'écoute des citoyens. Il faut que nous y mettions plus d'acharnement. Mon parti est prêt à faire sa part.

Tous les députés sortent de temps en temps et s'arrêtent dans un café pour bavarder avec les gens de leur vie de tous les jours. Les gens partagent tous certaines valeurs de base. C'est vrai en tous les cas dans ma circonscription. Je me hasarderais même à dire que c'est probablement vrai pour presque tous les députés de ce pays.

Une valeur importante aux yeux des gens est l'égalité de traitement. Ils croient par exemple que le système fiscal devrait traiter tous les citoyens également et que tous devraient être égaux devant la loi. Ils s'opposent à tout ce qui peut sembler un privilège spécial accordé à quelqu'un.

Cela s'applique certainement au régime de retraite des politiciens. Le député d'en face qui vient de parler est l'un de ceux qui ont renoncé à leur pension. J'apprécie cela et je crois que nous devons donner l'exemple, parce que les gens ne veulent pas que leurs députés ou leurs politiciens profitent d'un traitement qui ne soit pas accessible à tous. Ils croient à l'égalité de traitement et veulent que ce principe soit mis en pratique dans toutes les institutions.

Les gens croient aussi au principe du mérite. Ils sont d'avis que celui qui travaille fort et produit plus devrait être récompensé et que cette valeur devrait être respectée dans toutes nos activités. Les gens ont des sentiments très vifs à ce sujet. Ils en ont assez d'être punis lorsqu'ils travaillent plus fort et produisent plus.

Lorsque le fardeau fiscal est aussi élevé que celui du Canada, les gens se sentent un peu injustement punis. Voilà pourquoi ils échappent à la fiscalité en empruntant l'économie parallèle ou quittent le pays et vont offrir leurs talents ailleurs, là où les impôts sont moins élevés. Dans certains cas, les sociétés déménagent vers des paradis fiscaux pour éviter l'impôt. Le principe du mérite est une valeur que devraient reconnaître toutes les lois issues du ministère des Finances.

Les gens croient aussi à la prudence. Celui qui veut réussir le moins dans sa vie personnelle doit être prudent. Il doit dépenser moins qu'il ne gagne. Voilà un but que le gouvernement devrait viser. Je sais que le député d'en face a affirmé que c'est justement ce que fait le gouvernement, mais je crois qu'il devrait faire bien davantage et plus rapidement.

Les gens se sentent très exposés du fait de la lenteur avec laquelle le gouvernement se rapproche de son objectif d'un déficit zéro. Il n'a même pas annoncé quand il y arriverait. Ce sera dans le prochain millénaire, je suppose. Naturellement, il y aura des élections avant cela. Il pourrait y avoir un autre référendum. Il pourrait y avoir une nouvelle crise du peso. Il pourrait y

avoir une récession. Il pourrait se passer des tas de choses qui influeraient sur cet objectif.

Si nous ne nous attaquons pas au déficit immédiatement, nous laissons la population exposée. Les valeurs des Canadiens s'opposent à cela. Ils veulent un gouvernement qui vive selon ses moyens, qui soit prudent et qui fasse en sorte que toutes les décisions prises soient payées par la génération qui les prend, que nous ne transférons pas des dettes importantes à la génération suivante, car c'est là une chose à laquelle beaucoup de gens s'opposent.

On pourrait parler longuement des valeurs, mais l'idée qui devrait se retrouver dans nos lois et dans nos institutions, c'est que les gens de ce pays sont compatissants. Ils sont compatissants d'une façon particulière. Ils croient réellement que l'on doit s'occuper de ceux qui ne peuvent pas subvenir à leurs besoins, mais que cela ne signifie pas que nous devons avoir un programme social pour tout le monde. Cela signifie que nous devons avoir un programme social pour ceux qui ne peuvent pas s'occuper d'eux-mêmes. Le fait est que c'est une minorité, une toute petite minorité, pas tout le monde. Nous n'avons pas besoin de programmes sociaux universels.

Je pense que personne, aujourd'hui, ne peut nier que les programmes sociaux universels ont non seulement contribué à créer certains des problèmes que nous avons—certains de ces programmes ont payé les gens à ne rien faire—mais en plus ils ont véritablement ajouté à notre problème d'endettement.

Il fut un temps où l'on pensait que l'argent poussait dans les arbres. Nous avons élargi nos programmes. . .

M. Silye: Est-ce que je pourrais avoir un de ces arbres?

M. Solberg: Le député de Calgary—Centre voudrait bien un de ces arbres et nous sommes tous dans le même cas. Cette époque est révolue depuis longtemps. Ce que nous avons constaté, c'est que nous ne réussissons pas à payer pour ces programmes à ce moment-là. On ne faisait qu'emprunter de l'argent pour les financer. Maintenant l'heure est venue de payer. Nous nous trouvons devant une dette considérable.

• (1625)

J'ai parlé de certaines de nos valeurs. Les gens veulent un traitement équitable. Ils veulent que toutes les mesures législatives et toutes les lois soient basées sur le principe du mérite. Ils croient à la prudence. Ils sont compatissants et veulent que les programmes s'adressent à ceux qui en ont le plus besoin.

Je voudrais parler de ces valeurs dans le contexte de notre situation actuelle. Certes, nous sommes loin d'être dans une situation idéale. Ce serait merveilleux si nous pouvions effacer l'ardoise et tout recommencer à partir de quelques-uns de ces principes que nous avons énoncés. Mais c'est impossible.

Nous nous trouvons aujourd'hui dans un gouffre immense. Nous avons une dette de 570 milliards de dollars. Quelque 44 p. 100 de la dette totale, fédérale et provinciale, sont à payer à l'étranger. À vrai dire nous avons ainsi perdu une bonne part de notre souveraineté en tant que pays.